



Sommaire

A la Une : BLANQUER : en finir avec le Bac et les enseignants en lutte !	P.2-3
Le Billet de la Gazette	P.3
Dossier : L'extrême droite française	P.4-11
Chronique : France à vendre	P.12-13
Edito : Petit mot de l'équipe du mouton libéré	P.14-15
Le Zoom	P.16-17
Quartier Libre	P.18
Pause Café : Pensée (R)Évolutionnaire	P.19-20



WALL TWEET

"Ce pays est maltraité! Le projet d'Emmanuel Macron est devenu limpide : c'est d'en finir avec le dialogue social. Regardez où sont ceux qui refusent le dialogue? Ils sont au pouvoir. Les contestataires sont traités comme des criminels ou poussés à des actes de désespoir."

@Poulain2012 15:59 - 5 juil. 2019

On vit une époque formidable où les mots n'ont plus de sens.

L'outrance verbale est devenue la norme. Je ne suis pas prof dans le secondaire, je n'ai jamais eu à subir l'épreuve d'une prise d'otages et moi aussi je suis choquée par l'usage de ces mots.

@dl_caroline 13:09 - 8 juil. 2019

BLANQUER : en finir avec le Bac et les en- seignants en lutte !

Pour pallier les éventuels dysfonctionnements du fait de la rétention des notes d'un peu plus de 126 000 copies de Bac et de la grève de certains enseignants le jour de la délibération des jurys, le 4 juillet, Blanquer a semé un chaos administratif plutôt que d'accepter le dialogue.



Blanquer s'est permis toutes les entorses à l'équité, à l'égalité et à la légalité

En effet, afin de se donner raison puisqu'il avait annoncé que les élèves auraient en temps et en heures tous les résultats du Bac le 5 juillet ! Or il en manquait : refus de rentrer les notes à temps ! Tout comme des professeurs ont refusé de rendre les copies ou de tenir les jurys de délibération.

Qu' à cela ne tienne ! Certains jurys, ce qui est illégal, se sont tenus seulement avec le président du jury ou avec les proviseurs qui n'ont pas le droit d'y assister. Les notes manquantes ont été remplacées par la moyenne de l'année en attendant les notes du Bac sauf qu'on a retenu en définitive les plus avantageuses : une première inégalité pour ceux qui ont eu directement leur note finale du Bac. Pour les élèves sans livret scolaire, on a mis des 10/20 ou des notes au hasard. Certains élèves absents à certaines épreuves, qui est l'équivalent d'un 0/20, se sont vus, dans la bataille, attribuer un 10/20 : charmant pour ceux qui ont planché au Bac et n'ont pas eu la moyenne ! La réforme Blanquer supprime le Bac national et sabote l'école publique gratuite.

Saborder ainsi le dernier bac national n'est-il pas le meilleur moyen de justifier sa propre suppression programmée ?

Mais les enseignants ne comptent rien laisser passer et saisissent les procureurs ; ils font remonter tous les incidents, toutes les irrégularités et les vices de procédure : des notes inventées, des procès verbaux non signés, des chantages sur place, des rapt de copies par des proviseurs, etc. Dans le cadre d'un diplôme national, une seule note arrangée fausse tout ! Le Bac 2019 n'a aucune valeur !

Malheureusement, l'État se donne toujours raison

Le Conseil d'État admet des entorses au principe d'égalité dès lors qu'il y a « un motif d'intérêt général suffisant ». Il pourrait statuer une atteinte à l'égalité reconnue, sans annulation des décisions. Parfaitement contradictoire ! Comment justifier « un intérêt général suffisant » alors que le Bac national 2019 n'a plus aucune valeur nationale dès lors qu'une seule note est faussée !

Tout de même, l'« Éducation Nationale et le tribunal administratif vont crouler sous les recours...

BAC : LE GRAND IMBROGLIO

Parents et élèves ont 2 mois, à compter de la publication des résultats, pour faire un recours auprès du tribunal administratif. Une permanence téléphonique gratuite a été mise en place par la FCPE Paris, Fédération des parents d'élèves, afin de répondre aux problèmes juridiques, en contact avec le syndicat des avocats : 01 43 57 16 16 (tenue par des bénévoles) entre 9h et 12h30 ainsi que de 13h30 à 18h ! (<https://bit.ly/2xHnCAS>)

Les enseignants et les parents d'élèves espéraient un dialogue avec Blanquer

Une partie des enseignants sont en lutte depuis octobre 2018 pour dénoncer les conséquences désastreuses de la Loi Blanquer ainsi que celles de la réforme des lycées et sont soutenus par les FCPE ; enfin la presse à grande diffusion se fait le relais de cette requête.

La FCPE Paris et les autres dénoncent, depuis des mois, les violences structurelles faites au service public français de l'éducation, et donc

à leurs enfants-élèves. Les parents en appellent désormais à la responsabilité du chef de l'État, Emmanuel Macron, pour mettre fin immédiatement à cette mauvaise comédie sur le Bac 2019 et à cette tragédie plus générale pour enfin s'installer autour d'une table avec tous les agents concernés afin d'entamer « un débat social qui semble impossible dans ce pays ». Les FCPE demandent aussi la démission de Blanquer pour tous ses manquements.

Pour seules réponses : le déni de Blanquer et un commentaire fort désobligeant de Macron

« On ne peut pas prendre les élèves et leur famille en otage ! » a déclaré Macron ; ce qui a fini de mettre en colère les enseignants et les familles. Décidément, on ne peut attendre aucune vraie réponse politique de ce gouvernement ! Toujours les mêmes stratégies : indifférence, silence, déni, répression, criminalisation des mouvements de contestations sociales et leur invisibilisation.

Les enseignants s'insurgent contre cette sémantique empruntée au terrorisme qui bafoue leur recours au droit de grève et annule leurs revendications. Ce n'est pas de gaité de cœur, au vu de leur salaire bas, que les profs font grève ni au vu de leur investissement professionnel concernant le Bac pour la réussite de leurs élèves. Un Professeur d'histoire-géographie gréviste, rescapé de l'attentat du Bataclan, dont il garde le traumatisme, dans une lettre ouverte, éditée par le jour-

nal Médiapart, interpelle Emmanuel Macron sur son langage et demande des excuses pour l'offense adressée aux victimes du terrorisme comme au mépris adressé aux enseignants en grève pour cet amalgame abusif car la grève n'est pas une prise d'otages ! Et le sabotage du Bac 2019, c'est Blanquer qui l'a orchestré « en s'asseyant sur la souveraineté des jurys de professeurs, envoyant des consignes, sans en-tête et non signées » et en proférant diverses menaces ! Quel beau témoignage d'exemplarité et de « confiance » dont le ministre se gargarise !

Car c'est le gouvernement qui se rend coupable de violence ; d'où cette photo de profs, torse nu, les mains derrière la tête, à genoux, pour rappeler l'humiliation et la violence infligées par les FO des heures durant à des élèves en opposition à la réforme Blanquer, l'automne dernier, devant leur lycée.

**Pour toute nouvelle mesure et ri-
poste : une suppression de 1400**



postes aux concours 2019

Cela entraîne 1500 postes non pourvus sur toute la France par rapport au nombre d'enseignants fixé pour la prochaine rentrée. Le gouvernement veut augmenter le nombre de contractuels, pas celui des fonctionnaires ! En effet, les enseignants manquants seront recrutés par les Rectors, les Inspections Académiques ou via Pôle Emploi ; Ils toucheront le SMIC !

Vous avez dit revalorisation du salaire des profs, Bac plus 5, M Blanquer ?!...

Ce qui est sûr c'est que les conditions de travail ainsi que les relations entre le Ministre de l'EN et les enseignants risquent fort de se dégrader un peu plus et cela va durer plusieurs années ! ■

Le Billet de la Gazette

La folie des grandeurs !

Cela doit être un symptôme de LREM, après les dépenses excessives de la première dame de France (pour rappel vaisselle, moquette...), nous découvrons depuis plusieurs jours les dépenses de notre ministre de l'écologie à l'époque où il était président de l'assemblée nationale : repas copieux (et pas en version Astérix et Obélix, mais plutôt LouisXIV), troisième chauffeur (les voitures ça pollue pas c'est connu, cela fait un peu tache pour un futur ministre de l'écologie...), appartement à loyer social, etc... C'est à se demander si nos politiques ne passent pas dans un monde parallèle dès qu'ils ont des fonctions "importantes", comment peut-on être autant déconnecté du réel ?

L'EXTRÊME DROITE FRANÇAISE

De l'Ordre Nouveau au Front National et au Rassemblement National



Aujourd'hui, le RN se déclare le 1er parti de France malgré ses inspirations bien marquées, fascistes et même nazies, et ses thèses radicales, identitaires et nationalistes. Comment les Français peuvent-ils adhérer à une telle injure humaine et politique ou l'ignorer ?

Dès l'origine, est déclaré un ordre nouveau inquiétant !

Des partisans du pire

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'extrême-droite est très affaiblie du fait de la connaissance des horreurs perpétrées par les Fascistes en Italie, les Nazis sous le troisième Reich allemand et du régime de Vichy, dont la Gestapo qui s'est faite complice du programme d'Hitler. Elle va cependant connaître un regain avec la guerre d'Algérie dès 1954.



Des groupuscules se forment quand Charles de Gaulle cède à la revendication de l'indépendance de cette colonie française, l'Algérie. Parmi eux, l'Ordre Nouveau fédère, dès 1969, d'anciens SS, des nostalgiques du régime de Vichy ou encore d'anciens militants de l'Algérie française.

Trois mille personnes assistent à la présentation officielle du mouvement le 9 mars 1971 dirigé par J-F Galvaire. «Il faut faire un parti révolutionnaire. Blanc comme notre race, rouge comme notre sang et vert comme notre espérance», lance à la tribune François Brigneau, l'un de ses leaders.

Les appartenances de J-M Le Pen

Jean-Marie Le Pen, anti gaulliste, est déjà connu pour son action en faveur des putschistes d'Alger et pour son appartenance à l'OAS (L'Organisation de l'Armée Secrète), formation responsable de la mort de plus de 2 700

personnes lors de la guerre d'Algérie et responsable aussi, avec la police et l'armée française, de milliers de torturés. La torture est systématiquement utilisée lors de la colonisation du pays, notamment après la campagne du général Bugeaud, mais elle est consacrée et institutionnalisée comme arme de guerre par l'armée, qui reçoit tous les pouvoirs lors de la « bataille d'Alger » en 1957 : un point de non-retour à cet égard.

Toutefois, le passage à la guerre totale et à la systématisation de la torture précède l'année 1957 et correspond, selon la thèse de Raphaëlle Branche, à l'arrivée à la tête de l'état-major d'Alger du général Raoul Salan en décembre 1956.

Les antécédents de J-M Le Pen

L'OAS est créée en Espagne le 11 février 1961 avec l'aide de l'organisateur de la rencontre entre Hitler et Franco le 23 octobre 1940 à Hendaye,

puis entre Franco et Mussolini le 12 février 1941 à Bordighera.

J-M Le Pen est ainsi arrêté à son domicile en janvier 1960, à l'occasion d'une insurrection des partisans de l'Algérie française à Alger ; il monte à la tribune de l'Assemblée pour défendre le député Pierre Lagailarde, instigateur de la « semaine des barricades », emprisonné à la Santé.

Le Pen est également entendu en novembre 1961 par la police après être intervenu à la Maison de la Mutualité pour avoir ovationné l'OAS.

Le sociologue Sylvain Crépon relève qu'« il n'a par ailleurs pas hésité à faire ovationner Bastien-Thiry en meeting, membre de l'OAS et organisateur de l'attentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle ».

« L'intronisation » de J-M Le Pen

En juin 1972, lors du deuxième congrès de l'Ordre Nouveau, une « stratégie de Front national » est adoptée afin de créer un parti éponyme. Ancien combattant pour l'Algérie française, député poujadiste élu en 1956, Jean-Marie Le Pen est considéré comme l'homme idéal pour prendre la tête de cette mouvance. Le 5 octobre 1972, il devient le président du « Front national pour l'unité française ». Objectifs : placer le nationalisme au cœur du jeu électoral et rassembler les forces politiques situées à la droite du Rassemblement Pour la République (RPR).

Le véritable initiateur du FN est François Duprat. J-M Le Pen s'est largement inspiré des thèses radicales de cet idéologue et de ses expressions comme le fameux « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop ! ».

Le Front National connaît son premier rendez-vous électoral lors des élections législatives de 1973. Son symbole : une flamme tricolore inspirée du MSI, un parti fasciste italien. Le mouvement n'attire que 108 000 voix, soit 0,52% des suffrages exprimés.



Cette première participation pose toutefois les fondations du parti contre les immigrés

Confirmé à la tête du parti, Jean-Marie Le Pen se lance dans la bataille présidentielle de 1974,

après la mort de Pompidou. Durant sa campagne, il se présente comme un candidat « de choc » et stigmatise « l'immigration étrangère » dans ses discours, tout en se défendant d'être raciste.



Le 5 mai, faute de moyens et de soutiens, il n'obtient que 0,75% des suffrages exprimés. Malgré son score médiocre, sa candidature lui confère le statut de leader de l'extrême droite

française.

Le parti de JM Le Pen, populisme identitaire, renforce sa rhétorique raciste durant la campagne de l'élection législative de mars 1978. Depuis quatre ans, le secrétaire général du Front National, François Duprat, insiste déjà pour que le parti dénonce les « dangers de l'immigration ».

Malgré une mobilisation militante importante, Jean-Marie Le Pen rassemble seulement 0,33% des suffrages exprimés lors du premier tour des élections législatives. Quelques jours plus tard, le 18 mars 78, François Duprat est assassiné lors d'un attentat, sans que l'on connaisse les coupables.

J-M Le Pen est candidat au second tour des présidentielles de 2002 contre Jacques Chirac

Jean-Marie Le Pen devient un habitué des dérapages. Le 2 avril 1998, il est condamné à deux ans d'inéligibilité pour avoir agressé une candidate socialiste lors des législatives organisées un an plus tôt. La situation se tend au sein du parti. Lors des élections régionales de décembre 1998, Bruno Mégret, numéro deux du Front national, et six de ses alliés sont exclus du parti à cause d'une rivalité idéologique: Bruno Mégret voudrait s'allier avec le RPR alors que Jean-Marie Le Pen s'y oppose. Ce différend profond pousse

Bruno Mégret à créé un an plus tard le Mouvement national républicain (MNR): « J-M Le Pen a une conception du parti héritée du groupuscule : un chef et des militants courtisans qui obéissent le doigt sur la couture du pantalon », explique Mégret.

Le Pen apprend à contrôler ses excès de langage mais axe sa campagne encore contre l'immigration avec force de rhétorique : « Aimer son prochain mais pas son lointain ! », précepte religieux à la sauce Lepéniste car mon lointain est mon prochain, celui que je

ne connais pas...

Cela ne l'empêchera pas non plus, en 2005, de stigmatiser les personnes atteintes du SIDA, « une espèce de lépreux » ou quelques années plus tard de proposer « l'annihilation de l'Afrique avec une bombe nucléaire ».

Un dépliant électoral présente cependant en 2002 Jean-Marie Le Pen tout sourire, joue posée sur la main, qui contraste avec son attitude colérique et vindicative habituelle. La photo « est l'un des signes peu discrets de la stratégie de dédramatisation d'un

parti dont les idées, elles, sont restées les mêmes », analyse le publicitaire Jacques Séguéla le 21 avril 2002. Une stratégie payante au côté de la déception des Français vis à vis du parti socialiste incarné par Mitterrand qui a introduit une économie hyper-libérale à l'anglo-saxonne. Ainsi le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen se qualifie pour le second tour avec 16,86 % des suffrages exprimés : un séisme politique même si Jacques Chirac l'emporte et devient Président ! Ensuite le score du FN retombe assez bas. ■

Dorénavant, il faut compter avec l'extrême droite dans le paysage français

Une injure au passé douloureux de la France

Le FN offense la mémoire des victimes du régime de Vichy, de l'holocauste lors de la seconde guerre mondiale, celles de la guerre d'Algérie ou encore celles des migrants, en particulier quand ils finissent noyées en mer ou se font exploités et malmenés par certains patrons en France.



Il est sérieusement établi par de nombreuses études que les immigrés rapportent plus qu'ils ne coûtent à

la France, notamment parce qu'ils constituent une main d'œuvre sous payée.

Par ailleurs, qu'appelle-t-on immigrés côté FN ? La désignation reste volontairement floue ? Est-ce ceux qui vivent en France et y résident, certains depuis plusieurs années sans carte de séjour, certains depuis plusieurs générations déjà mais seulement d'origine étrangère ? En somme des Français ! Ceux nouvellement arrivés ? Ceux qui viennent des pays de l'Union Européenne pour travailler en France selon des accords passés par l'UE qui permettent aux entreprises françaises de recruter des travailleurs, des pays de l'Est notamment, et d'avoir de la main d'œuvre à bas prix ? Ceux qui, pour échapper à la famine, à la misère ou à la mort viennent se réfugier en France parce qu'on appauvrit leurs pays ou leurs fait la guerre ? Cette assimilation abusive des immigrés et du chômage rappelle tristement les discours de Hitler faisant des juifs les responsables d'une grave crise économique, du reste internationale. Car le chômage a essentiellement pour cause une mécanisation et une robotisation des tâches ou des emplois qui se généralisent (comme par exemple les gui-

chets ou les caisses automatiques, les chaînes industrielles), l'importation et la délocalisation des entreprises.

Par ailleurs, « Il n'y a pas d'identité culturelle »

C'est le titre d'un ouvrage récent du philosophe François Jullien. Le mode d'être de toute culture est le changement ; il s'opère notamment par le brassage culturel, l'évolution et l'existence surtout de ressources à exploiter qui sont disponibles à tous et n'appartiennent à personne en propre. « On les déploie ou on ne les déploie pas et de cela chacun est responsable ».

Insister sur la laïcité au nom d'une France aux Français est une perversion de l'idée même de la laïcité qui permet au contraire la pluralité des confessions et non une dés-islamisation du pays. La laïcité est une de ces ressources à exploiter à condition de ne pas l'enfermer dans un dogme rigide, une autre forme de religion.

Historiquement, l'immigration pose peu problème quand on ouvre les frontières, les flux se régulant d'eux-mêmes avec la possibilité pour les immigrés de s'intégrer ou de tenter leur chance ailleurs. Comme en témoigne l'Amérique, ce melting-pot incroyable.

Le problème devient épineux dès lors que les flux migratoires sont mal gérés, que les frontières se ferment comme dans pas mal de pays d'Europe aujourd'hui, fortement comme en Hongrie et en Italie par exemple, qui surchargent les autres pays et génèrent la précarité, les marchands de sommeil, les sans papiers et les clandestins qui ne parviennent jamais à s'intégrer.

C'est entre les deux guerres qu'émerge l'idée de renforcer le contrôle des passeports.

L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste vont plus loin en établissant des formalités très strictes, visant les étrangers, les juifs et les vagabonds. Hitler ordonne d'apposer la lettre « J » sur les passeports des juifs d'Allemagne et d'autres pays, comme La Suisse, la Pologne, l'Autriche par exemple, pour empêcher aux juifs toute fuite salubre.

L'arrivée de Marine Le Pen au FN

Le fondateur du Front national, J-M Le Pen, qui met à plusieurs reprises en doute la stratégie de « dédramatisation » du parti, revient, en avril 2015, sur ses propos polémiques de 1987 en réaffirmant que les chambres à gaz sont un « détail de l'histoire » et en refusant de considérer le maréchal Pétain comme un traître.

La fille de J-M Le Pen entre au Front National par la porte du service juridique fraîchement créé en 2001.

Deux ans plus tard, elle obtient une place au bureau politique, l'instance dirigeante du Front National. La même année, Marine Le Pen prend également la tête de l'association « Générations Le Pen » dont le but est de « dédramatiser » le parti. « Avec elle, et en quelques années, le FN investit des registres de gauche, parle de République et de laïcité et remet en cause le lepénisme historique », raconte Valérie Igounet. Cette stratégie dérange les cadres du mouvement FN et certains se retirent. Mais son père la nomme tout de même vice-présidente du FN en avril 2003.

Marine Le Pen devient présidente du Front national, à l'âge de 42 ans, lors du congrès du parti organisé les 15 et 16 janvier 2011 avec 67,65 % des voix des militants.

La stratégie de la purge de Marine Le Pen pour redonner un semblant de crédibilité au FN

A quelques mois des élections municipales de mars 2014, le Front national se sépare des candidats dont les débordements ont été largement relayés dans la presse. Le Front National décroche 13 mairies. Marine Le Pen veut en finir avec les dérapages pour redorer son parti.

Cette stratégie est enclenchée en réalité depuis 2005 et justifie la nomination de Louis Aliot comme secrétaire général du FN. « A partir de sa nomination, Louis Aliot entreprend l'élimination des éléments allant à l'encontre de la ligne Marine Le Pen. Au FN, on le surnomme « Loulou la purge », raconte Valérie Igounet. Des membres du parti, défenseurs d'une extrême droite traditionnelle, prennent également leurs distances. Le parti rebaptise son principe fondateur de la préférence nationale en « priorité nationale », sans pour autant changer le fond de ses idées, et le ton ou les propos de Marine Le Pen, toujours plein de hargne, ressemblent à ceux de son père.

Pourtant, pour effacer le souvenir du dérapage de son père à l'égard

des chambres à gaz sur lesquelles il revient en 2015, Marine Le Pen, par procédure disciplinaire, n'hésite pas à écarter définitivement son père du FN en août 2015 afin de terminer sa purge.

Le parti d'extrême droite de Marine Le Pen s'attaque encore à l'immigration mais sous l'angle des frontières. Dans un contexte de montée des extrêmes droites en Europe, le Front National obtient le 25 mai 2014 une large victoire aux élections européennes.

En 2017, avec 21,3% des voix, elle se place au second tour des élections présidentielles au côté de Emmanuel Macron, 24,1% des voix.

Les positions avérées de Marine Le Pen

Un clivage à propos du Mariage pour Tous ! Alors que la Manif pour tous rassemble un million de personnes dans les rues de Paris en Janvier 2013, se constituent également des manifs contre le mariage pour tous. Marine Le Pen ne descend pas dans la rue mais s'oppose à cette proposition de loi. D'ailleurs, l'abrogation de cette loi, de même que le déremboursement de l'IVG et l'opposition à la PMA des couples femmes font partie du programme électoral du RN.

Marine Le Pen change le nom de son parti ; le FN devient le RN mais elle conserve le symbole fasciste de la flamme.



Concernant l'immigration, toujours la même rengaine que son père : les immigrés coûtent cher sans pouvoir avancer de chiffres. « Nous devons protéger nos frontières nationales ! » Elle compare les migrants à « des éoliennes dont personne ne veut à côté de chez lui ». Il faut « mettre en sécurité les migrants et les ramener dans



leur port d'origine » ; plutôt contradictoire.

D'une pierre deux coups ; elle réglerait 2 problèmes à la fois ! Car, en digne héritière de son père, elle fait l'amalgame entre le chômage et les migrants mais aussi entre l'insécurité et les migrants.

La hausse constante de l'immigration, sans assimilation des migrants, serait à l'origine, selon elle, contre toute observation et études sérieuses, de la criminalité ou de la délinquance.



Elle mise sur la sécurité du pays, le vieux cheval de bataille de toute extrême droite mais en réalité sans avoir aucune proposition intéressante ou neuve par rapport à ce qui est déjà établi en France. Ce qui compte, c'est générer la peur et la haine auprès de la population, envers les migrants surtout, et faire croire qu'elle réglerait le problème, sans apporter jamais de vraies solutions. ■

Le FN ou le RN sont un rempart anti-social de la politique française

Le RN et l'Europe

Marine Le Pen, une femme politicienne, systématiquement s'oppose aux lois féministes proposées par l'UE. Elle est pour un schéma traditionaliste de la femme au foyer, et contre l'égalité de droit homme/femme. Elle a voté contre tous les projets visant à améliorer le sort des femmes, ou bien séché les votes. Sur 43 textes soumis à son approbation, elles s'est abstenue ou était absente 21 fois, et elle a voté contre 17 textes. Elle a quand même le culot de mentionner régulièrement les droits des femmes et d'avoir rendu hommage à Simone de Beauvoir et Elisabeth Badinter pour noyer le poisson.

Marine Le Pen se contredit, s'insurge toujours sans proposer ce qui est envisageable ; elle change d'avis au gré des fluctuations de l'opinion publique, prête à tout pour lui plaire et conquérir des voix. Un coup elle critique l'UE qui joue le jeu de la mondialisation, « ce piège à cons », un coup, elle se dit européenne et croit en la force de l'UE pour une concurrence loyale internationale, une autre fois elle veut en sortir (Frexit avec retour au franc) puis elle y renonce pour les élections européennes 2019 au vu de l'exemple

britannique très épineux.

Elle use du cheval de bataille d'une économie proprement française contre la concurrence de la Chine ; mais isoler la France du reste de l'Europe et les autres pays lui mèneront la vie dure.

Selon Emmanuel Berretta : « Qui peut raisonnablement penser que la France seule peut peser dans cette gigantesque partie » contre l'hyper-libéralisme chinois anti-social et allant à l'encontre des lois protégeant les consommateurs ?

Marine Le Pen insiste aussi tout particulièrement sur la fermeture des frontières françaises

Une mesure que doit prendre l'Etat (Frontex). Dans ce cas, il faut aussi

dire que l'espace Schengen est aboli ; on rétablit des postes-frontières partout. Les centaines de milliers de travailleurs frontaliers entre la Suisse, le Luxembourg, la Belgique, la France feront la queue à la douane à l'aller comme au retour.

De même que le droit d'Asile par exemple ne dépend pas de chaque pays ni d'une directive européenne. Il s'agit d'un droit issu d'un traité international, la Convention de Genève, à laquelle adhèrent plus de 140 pays. Pourtant Marine Le Pen dénonce le laxisme européen en matière d'immigration alors que l'UE n'a jamais autant légiféré sur ce point.

Lorsque l'Union européenne conclut avec la Turquie un accord afin qu'Ankara prenne en charge les réfu-

© Le Mouton Libéré

cure d'identité nationale, sur le patriotisme et le terroir, bref les bons français, de pure souche ! C'est ce qui brouille aussi les pistes en matière de lutte contre les immigrés car une partie de la population voit certains Français comme des étrangers à cause de leur origine alors que ce n'est pas le cas.

En fait et pour aller plus vite, le RN est contre tout et contre tous !

3) Le FN ou le RN : un vote contestataire

Le RN est contre l'Europe et l'UE mais, avant les élections européennes, Marine Le Pen vante

« ce continent qui a inventé la liberté, qui l'a propagée dans le monde », « sa longue vitalité et son incomparable génie » ou encore, « les langues qui chantent sa féconde diversité » alors même qu'elle était auparavant pour le Brexit.

En lançant sa campagne pour les élections européennes, elle confirme la nouvelle ligne de son parti : ne pas s'opposer à l'Europe mais changer l'Union européenne de l'intérieur. « A Bruxelles, là où un ivrogne notoire, Jean-Claude Juncker, incarne à la perfection le bateau ivre qu'est devenue l'Union européenne » (Thierry Mariani, le 3è de la liste RN) : encore des insultes !

Marine Le Pen compte trouver des alliances avec les autres listes européennes nationalistes.

Le RN est systématiquement contre tout ce que propose les élus. Marine Le Pen a ainsi soutenu le mouvement protestataire des Gilets Jaunes uniquement pour s'opposer ouvertement et violemment à Castaner et à la politique de Macron et gagner des voix. Car n'oublions pas que les GJ dénoncent, comme beaucoup de Français, sans être RN pour autant, une mondialisation néo-libérale anti-sociale à laquelle contribue l'UE. Mais les GJ défendent avant tout les injustices sociales dont n'a que faire le RN ainsi que les services publics avec les



fonctionnaires qu'exècre le RN, en particulier les enseignants. Comment s'y méprendre ?

Il est curieux du reste que le RN soutienne ce genre de mouvement contestataire dans la mesure où le RN met l'accent sur la sécurité du pays ! Simple stratégie !

Ces dernières années, beaucoup de Français votant RN ont ainsi marqué leur désapprobation pour la gouvernance de la France des partis successeurs au pouvoir, déçus de la politique de chacun d'eux. Dans la mesure où l'extrême droite n'a jamais gouverné, elle peut susciter chez certains un espoir de changement ou pour le moins représenter une voix de contestation afin de dénoncer une situation.

Le RN incarne l'opposition, porteuse d'un nouveau monde. En est-il bien une ?

En définitive le RN sert tristement tous les gouvernements

Les gouvernements antérieurs ont tous joué cette stratégie ; si vous ne voulez pas de l'extrême droite, votez pour nous, tout en déroulant le tapis rouge au FN ou RN, bien évidemment.

Alors que la droite est divisée et que la gauche dissoute peine à se reconstruire, le RN a la part belle.

Le gouvernement actuel orchestre le tout de façon magistrale. Après avoir liquidé la France Insoumise par une

perquisition qui a fortement agacé et discrédité Jean-Luc Mélenchon, après avoir récupéré les voix de la République, il ne reste plus que LREM et le RN, un face à face bien risqué. En théorisant un clivage entre « progressistes » et « nationalistes », Emmanuel Macron a clairement cherché ce scénario, qui relègue au second plan toutes les autres formations politiques, voire les empêche. Afin de récupérer des voix des votes contestataires du RN, il insiste lui aussi sur l'aspect sécuritaire. La France se voit ainsi amputer de toutes perspectives politiques mais se voit aussi infliger des lois de plus en plus liberticides, le tout ouvrant le chemin à la défiance et à la violence.

On peut s'interroger sur les causes profondes d'une telle situation qui ne débouche sur rien

Pourquoi l'insatisfaction et l'indignation ne débouchent-elles pas sur une revendication sociale et politique structurée et relativement unifiée, comme a pu l'être naguère la revendication socialiste, structurée autour de la question ouvrière. Explication de trois économistes : Philippe Aghion, Philippe Martin et Jean Pisani-Ferry. Ils ont rédigé une note critiquant l'absence de dimension sociale de la politique économique d'Emmanuel Macron, et ce, malgré leur soutien initial au candidat LREM. Une

situation qui vient encore conforter l'image d'un « Président des riches »

qui colle au résident de l'Élysée. Pourtant, malgré l'érosion de la popularité d'Emmanuel Macron dans les sondages, ce contexte ne semble pas profiter à l'opposition. Laquelle, vu le désert politique ? Et comment expliquer un tel paradoxe ? se demandent Eric Deschavanne et Christophe Boutin.

« Mai 68 est le dernier grand mouvement social : il s'est constitué non seulement sur une unité de temps, mais aussi sur une unité de lieu (l'usine) et sur une unité d'action (la lutte des ouvriers contre les patrons), ainsi d'ailleurs que sur une unité idéologique (la lecture marxiste, ou à tout le moins

« socialiste », quelle que soit la tendance) de la question sociale.

Une telle structuration unifiée de la protestation sociale semble désormais hors de portée

Premier point : En effet, les vagues migratoires des dernières décennies ont joué leur rôle. Elles ont en premier lieu contribué à rendre difficile « l'unité populaire » : il y a désormais plusieurs « peuples », que l'on peut stratégiquement opposer les uns aux autres, comme le fait le RN. Ainsi la question déstabilisante de l'identitaire s'est superposée, sinon substituée, comme l'a fait la droite et le RN, à la question sociale. A la périphérie des grandes villes, le communautarisme a remplacé le communisme.



Deuxième point : La solidarité repose sur l'homogénéité culturelle, qui constitue la condition de la confiance envers le compatriote dont on ne peut se sentir proche par les liens familiaux, de voisinage, ou par le métier. Multiculturalisme et solidarité sociale, autrement dit, ne vont pas bien ensemble sauf si l'on œuvre dans ce sens.

Troisième point : Le consentement à l'immigration et au multiculturalisme requiert en outre, au plan idéologique, la crédibilité du libéralisme économique. L'idéologie social-démocrate, qui fut longtemps dominante en Europe, notamment en France, promet la redistribution des richesses et la création de nouveaux droits sociaux. Avec une immigration non maîtrisée et non choisie, qui se traduit par une importation de la misère, l'immigré en vient à être perçu davantage comme un ayant-droit supplémentaire que comme un contributeur ; ce qui génère quasi-mécaniquement une réaction politique protectionniste. L'acceptation de l'immigration est nécessairement plus aisée dans une société où le destin social est exclusivement l'affaire de la responsabilité individuelle, à condition toutefois que la promesse libérale garantissant à chacun le pouvoir de s'insérer et de réussir par le travail soit à peu près tenue. Or ce n'est plus le cas en France même pour certains français à la situation très précaire.

Mais l'immigration mal gérée est loin d'être l'unique facteur qui met à mal l'unification et la structuration de la protestation sociale.

4ème point : Celle-ci est principalement incarnée en France par les syndicats et les fonctionnaires, très informés des décisions politiques pour être curieux et soumis à de nombreuses réformes, protestation portée surtout par les enseignants et aussi les étudiants comme pour la marche du climat. Dans un contexte où le niveau de la dépense publique, très élevé, génère des tensions fiscales et où la gestion de l'État est remise en question et

que l'État s'en prend ouvertement à la fonction publique, soit disant trop coûteuse, tout contribue à décrédibiliser tout mouvement protestataire et toute solidarité envers ces mouvements ».

In fine, l'espace politique français s'appauvrit

Ainsi que sa capacité à déployer ses actions ou ses réactions sinon sur fond, de plus en plus, de répression de la part d'un gouvernement qui n'a rien trouvé de mieux pour « progresser » que rejeter toute initiative, tout dialogue, et de nous laisser uniquement face à une extrême droite qui renforce également tout ce qui empêche l'aboutissement de toute revendication ou l'accès à une politique plus sociale, structurée et unifiée. Une France diminuée, dans une impasse, avec beaucoup de citoyens en souffrance, pour les beaux yeux de quelques personnes avides de pouvoir et de privilèges, afin d'assurer leur réélection... ■





Dates importantes

1988 : création
 1990 : séparation des PTT
 1991 : transformation en exploitant de droit public
 1992 : nouveaux grades de fonctionnaires-reclassification
 1996 : transformation en SA
 1997 : ouverture du capital
 2000 : acquisition d'Orange
 2004 : privatisation
 2005 : mise en place du plan NExT
 2007 : fin de la minorité de blocage de l'État français
 2009 : lancement du plan Orange
 2010 : lancement du plan « Conquêtes 2015 »
 2013 : France Télécom change de nom pour devenir Orange

Le plan NExT

Le plan NExT (Nouvelle Expérience des Télécommunications, plan de 2006-2008) est le plan de redressement de la société France Télécom qui vise entre autres à réduire les coûts – principalement salariaux – de la société, à mener une politique de produits et services convergents, et à regrouper toutes les enseignes du groupe sous une marque unique (Orange), sauf pour les activités téléphonies fixes qui restent sous la déno-

France-Telecom

En 2004, la privatisation commence avec comme arguments utilisés à l'époque : " C'est pour nous préparer à la concurrence, cela va favoriser l'emploi, cela va permettre de développer l'investissement."

mination France Télécom.

Ceci entraîne donc la disparition de nombreuses marques (Wanadoo, Equant...). Il est prévu, dans le cadre du programme managérial Act (Anticipation et compétences pour la transformation), de diminuer les effectifs de 10 %, soit 22 000 employés.

Ouverture du capital aux marchés financiers

Suite à sa mise sur le marché, France Télécom se lance dans une boulimie d'investissements financiers, avec notamment le rachat d'Orange UK (Opérateur Anglais) pour près de 50 milliards d'euros et Mobilcom, opérateur Allemand acheté à fonds perdus pour 10 milliards d'Euros.

En 2001, France Télécom, toujours positive jusque là, est l'entreprise la plus endettée du monde avec 70 milliards de dettes. À ce moment, la question du dépôt de bilan est posée.

Cet endettement fait alors peser sur France Télécom des frais financiers de 5 milliards d'euros par an.

S'en suit alors une série de réorganisations qui nous conduiront à la crise sociale de 2009 où près d'une cinquantaine de salariés décideront de mettre fin à leurs jours en quelques mois.

Le bilan plus de 20 ans après l'ouverture à la concurrence

Il y avait en 1997 plus de 170000 salariés à France Télécom, il en reste 85 000 à orange, soit la moitié des effectifs supprimés.

Sur l'ensemble des opérateurs présents c'est près de 70000 emplois qui ont été détruits sur le secteur.

Sur les investissements promis (20 milliards d'euros du plan très haut débit), les deux tiers seront à charge des collectivités, c'est-à-dire de l'impôt.

C'est 1000 euros d'impôt par foyer fiscal imposable qui seront prélevés pour palier aux manques des opérateurs.

Pour les salariés, la promesse d'une meilleure reconnaissance des qualifications de travail n'a pas été tenue.

Ils sont passés des agents des lignes sous statut public, au recours à la sous-traitance puis à des travailleurs détachés avec des conditions de vie, de travail, de salaire indignes.

Les centres d'appel ont été massivement délocalisés, notamment en Afrique du Nord, pour des « raisons économiques » ...

Le budget télécom des ménages est passé de 3 à 6% sur les 25 dernières années.

Qualité de service appauvrie, le dépannage est passé de 24h à parfois plus de quinze jours.

La France était dans les années 90 le premier pays du monde en termes de couverture haut débit (ADSL), désormais au 44e rang pour la couverture en très haut débit (débit supérieur à 30 mégas).

La recherche a été sacrifiée. Ce qui faisait la fierté de notre industrie, l'in-

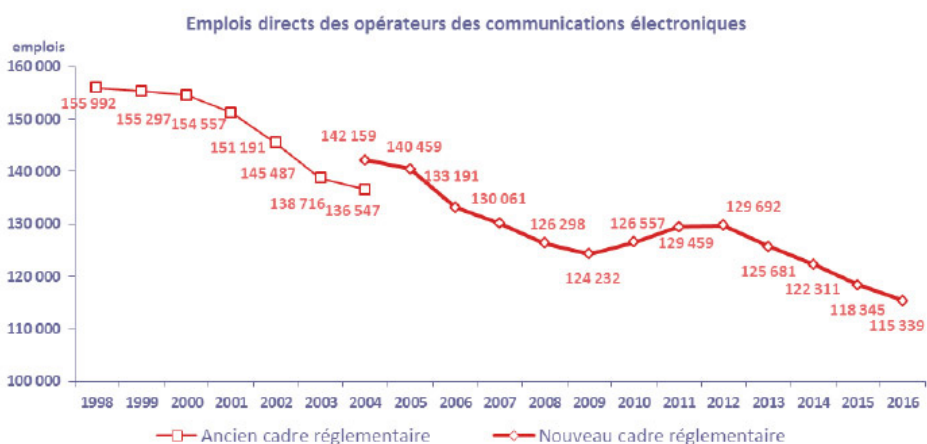


vention de la commutation temporelle, de la fibre, du Minitel, comme pour les chemins de fer la mise en place du TGV, est désormais un vestige du passé. Nous sommes désormais loin à la remorque de l'Asie et de l'Amérique du Nord.

C'est toute une industrie qui a été détruite. Nos partenaires, Sagem, Alcatel, Thomson ont été laminés, comme en Europe Nokia, Siemens télécom ou Erikson.

C'est la même logique qui s'est imposée pour le démantèlement d'Alstom dont le dernier coup de grâce fut donné par un ministre de l'Économie qui s'appelait Emmanuel Macron.

Si Orange (20 milliards) et SFR (50 milliards) sont les 2 entreprises les plus endettées du secteur, ce n'est pas à cause de l'investissement, mais à cause de leurs dépenses capitalistiques



à travers le monde.

En conclusion

Une privatisation encore ratée, là où l'on avait promis aux français, une ouverture à l'emploi, un meilleur investissement, des tarifs revus à la baisse..

On ne trouve que du chômage, de l'endettement, de la délocalisation et des tarifs en perpétuelle augmentation..Et bien entendu toujours les mêmes perdants : les contribuables ! ■

AUJOURD'HUI NOUS POUVONS DIRE NON !



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Cela fait des années que nous assistons impuissant à la vente petit bout par petit bout de notre pays, aujourd'hui nous avons la possibilité de nous exprimer !

A quoi cela servira-t-il ? Pourquoi serions-nous entendus cette fois ?

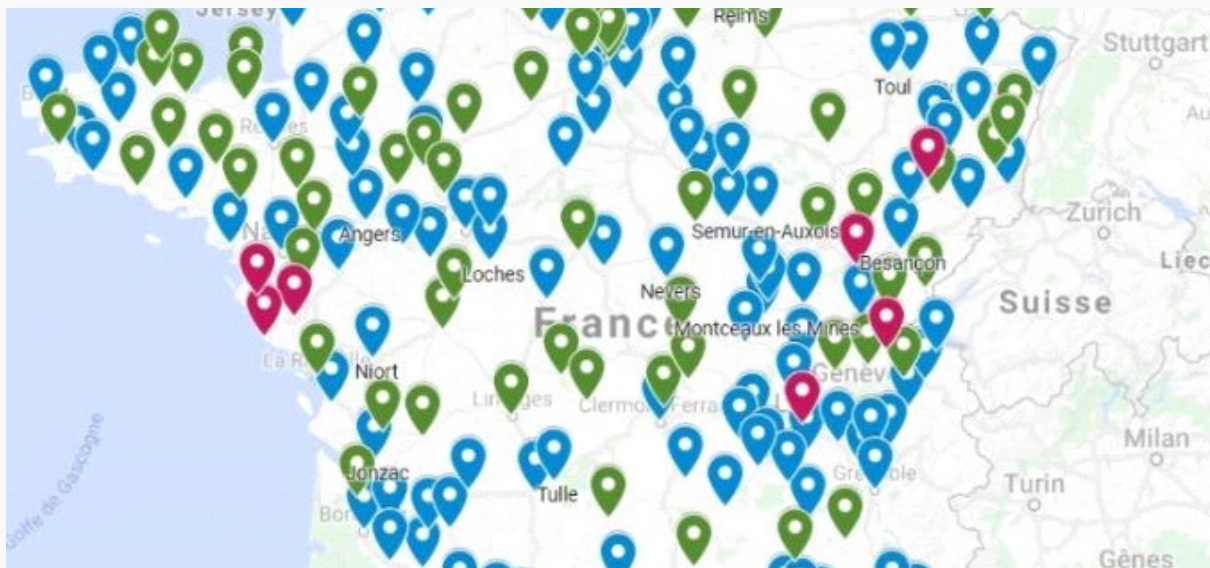
Ces questions sont légitimes, et bien que soutenir la proposition de loi référendaire ne mènera pas forcément à un référendum, nous sommes citoyens français, ce pays est le nôtre, et si nous ne reprenons pas notre destin en main, personne ne le fera pour nous. Soutenir cette proposition de loi référendaire contre la vente d'ADP (Aéroport de Paris), c'est une manière de dire STOP à ces décennies de gouvernance destructrice !

**HIER C'ÉTAIT ATB, LES AUTOROUTES, LA POSTE, EDF..
ET DEMAIN CE SERA QUOI ?
NOS ÉCOLES, NOS HÔPITAUX ???**

NOUS SIGNONS ET VOUS ???

[HTTPS://WWW.REFERENDUM.INTERIEUR.GOUV.FR/SOUTIEN/ETAPE-1](https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1)

LE ZOOM



Silence assourdissant des médias: Plus de 200 services d'urgence en grève !!

Entamé il y a près de quatre mois, le mouvement de grève des urgentistes se poursuit dans de nombreux hôpitaux français. La profession dénonce une situation critique alors que les solutions continuent de se faire attendre...



Evasion fiscale

Depuis deux mois, Le Média enquête sur l'évasion fiscale massive opérée par la chaîne BFMTV et sa maison mère Next RadioTV. Aujourd'hui, ils révèlent les preuves de ce détournement à grande échelle d'argent destiné à la solidarité nationale, mais qui file vers les paradis fiscaux, grâce à la passivité complice de l'État. Son enquête est accessible sur la chaîne Le MédiaTV.

LE ZOOM



Les transporteurs routiers menacent le gouvernement de manifestations et débordements à la rentrée

Les transporteurs routiers de la FNTR mettent en garde le gouvernement quant à une rentrée sociale agitée. En cause, une hausse de taxes de 1 milliard d'euros pour le secteur.



Rétronews : 1927 : une grève du baccalauréat inédite – et victorieuse

En 1927, les professeurs du secondaire refusent de faire partie du jury du baccalauréat. L'objectif de cette « grève du bachot » : contraindre le gouvernement à rendre effective l'augmentation de salaires qui leur avait été promise.

Petit mot de l'équipe du mouton libéré

Nos chers lectrices et lecteurs,

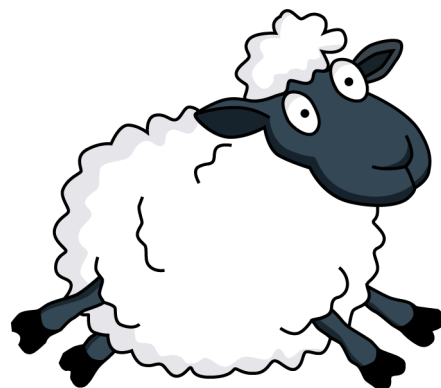
Nous tenons tout d'abord à vous remercier pour votre fidélité et votre soutien. C'est une belle aventure commune que nous vivons depuis plusieurs mois maintenant et cela grâce à vous.

La période d'été oblige, certains chroniqueurs vont prendre un peu de repos (bien mérité), mais pas de panique le mouton libéré ne prendra pas de vacances, il vous accompagne-

ra tout l'été dans une version un petit peu allégée !

Au programme cet été, une nouvelle chronique mensuelle, un petit récapitulatif qui s'étalera tout le long de l'été sur le mouvement social des gilets jaunes, la chronique "(R)Evolution", le quartier libre et bien évidemment La Une et le billet de la gazette ! Nous reprenons à la rentrée de septembre les dossiers et la rubrique "France à vendre".

Les chroniqueuses de vos rubriques



dossier et zoom vous ont écrit une lettre que nous joignons à cet édit !

Prenez soin de vous, profitez des vacances d'été et encore merci d'être là !

Amicalement,

Lettre de vos chroniqueuses :

" À TRÈS BIENTÔT ! "

Chères lectrices, Chers lecteurs,
Nos compatriotes, nos compagnons de lutte,

Ce gouvernement semble bien déterminé à achever ce qui se trame depuis des années sans que rien ni personne n'aient songé à s'y opposer, à part quelques fonctionnaires ou quelques syndicats, ci et là...

Dans la tourmente et le désarroi d'une politique qui, de plus en plus, divise, inquiète et néglige une grande partie des Français, depuis longtemps résignés ou impuissants, s'élèvent enfin des voix !

Celles des Gilets Jaunes, des urgentistes, des élèves, des étudiants, des enseignants, des syndicats, des pompiers... Elles réclament toutes plus de justice sociale, un tournant écologique, des services publics de qualité, la reconnaissance et la dignité dans le travail et dans la vie, en activité comme à la retraite.

Que nous aimons ces voix qui scandent les slogans de nos mouvements contestataires !

Comme un tourbillon de lueurs...

Elles chantent et résonnent dans les rues, elles repeignent le ciel aux couleurs de l'espérance.

A voix basse aussi, le chagrin : celui des coups, des blessures, de la douleur, des déceptions, des difficultés ; ils jonchent le bitume et noircissent nos cœurs.

Mais ces voix savent également le lieu secret où se rendre pour ne perdre ni espoir ni courage.



Sur une autre rive, brille un autre paysage, un monde meilleur qu'il nous faut regagner de nos ailes légères aux fines plumes d'or.

La situation, pour divers motifs que nous avons essayé de comprendre, n'est pas favorable du tout à une issue positive. Pourtant ! Poursuivre notre lutte, continuer à nous exprimer haut et fort afin de ne pas capituler ! Continuer à nous sentir exister !

D'ailleurs, on n'y croyait plus ! Puis il y a eu les GJ, puis les Stylos Rouges et tous les autres...

Sur les cendres, une braise s'est réveillée.

Alors, qui sait !!!

Avec ma collègue et amie, toutes deux enseignantes, nous avons rassemblé nos forces et nos compétences tout au long de cette année pour apporter un supplément à ce mouvement social et à nos actions : rédiger de nombreux articles et dossiers pour la Gazette du mouton libéré.

Nous avons pris sur nos heures de sommeil, nous avons fait des recherches, nous nous sommes adaptées peu à peu au style journalistique.

Nous avons pris notre tâche très au sérieux pour donner le meilleur de nous-mêmes.

Nous avons fait un vrai travail d'investigation et d'écriture : à notre manière bien sûr, peut-être quelque peu pédagogique : un travers de notre métier (!) mais après tout...

En tous cas, nous l'avons fait du mieux que possible en comptant autant sur votre indulgence que sur votre intérêt pour tous les thèmes que nous avons abordés.

Car nous sommes convaincues que nous avons tous besoin de nous tenir bien informés et de nourrir notre réflexion afin de mener notre combat avec justesse.

Nous avons été heureuses de participer consciencieusement à cette tâche, collective et personnelle, qui consiste à s'informer en vue de mieux penser et d'agir.

Cela nous a permis, à nous aussi, de nous enrichir. Merci infiniment de nous avoir suivies.

Même à distance, par écrit, cette impression apaisante aussi de rester toujours en quelque sorte unis.

Mais le temps du repos bien mérité est arrivé !

Ainsi que celui de tous nos cours, à faire ou à refaire (merci Blanquer!), pendant l'été.

Nous nous éclipsions donc sans vous quitter vraiment puisque vous restez dans notre cœur.

Ce n'est qu'un au revoir pour mieux vous retrouver début septembre.

Bonnes vacances ! À très bientôt !

**EN GAULE**

Qu'est-ce ; ce temps qui m'entraîne
Loin de ma vie d'enfant.
Me vol tous mes rêves d'adolescent.
Ces temps où la vie était saine.



Mes étés français à l'ombre du Soleil,
Cet après-guerre prospérant d'espoir
Qui se bâtissait forte du devoir.
Ce temps ancien, notre éternel !

Lorsque je traversais les campagnes,
Les vaches qui broutaient l'herbe tendre,
Sortie d'un sol pur et dense.
Quand nos paysans soignaient les verts pâturages.

Cette époque d'insouciance en liberté,
Ou maître coq jouait le maestro,
Libre dans sa campagne sans bobo,
Honorant l'aube d'un concert privé.

Où est passé la vie ?
Belle, libre.
Forte, intrépide,
Avec deux sous, j'étais riche
Et respirait la joie de vivre.

Où est passé la vie,
Dans ce désordre de folie !
Qui emprisonne l'autonomie,
Séquestre le libre arbitre !
Raquette le plus démunie.

Marianne,

Pour nous écrire

Cette section est là votre ! Vous souhaitez partager un poème, un texte ou un chant, lancer un appel, une lettre d'amour ou exprimer à voix haute votre pensée ? N'attendez plus !

Contactez nous sur la page Facebook de la Gazette (@GazetteLeMoutonLibere), ou via l'adresse mail suivante : presse@aurismedia.fr !

Pause Café



L'ami du peuple - Partie 3

Par Damien Marrat

Au-delà du politicien, il y avait chez Jean-Paul Marat tout un symbole. Celui de l'homme lettré, scientifique même, qui refuse l'ordre établi, et qui se joint au peuple pour abattre l'élite dominante. La puissance et la portée des mots de Marat ont ainsi largement contribué à éclairer les Parisiens sur les inégalités volontairement entretenues par les aristocrates. Combat auquel chaque journaliste digne de ce nom se doit de prendre part encore aujourd'hui. Car l'aristocratie n'est pas morte avec la Révolution, loin de là. Faire le lien entre les citations de Jean-Paul Marat et notre ère peut paraître relativement décalé, surtout par rapport au contexte historique. Néanmoins, lorsqu'on y réfléchit tranquillement, en prenant le temps de digérer les mots, on se rend bien compte que le despotisme se cache en fait, encore et toujours, dans de nombreux lieux et nations, qui s'en prétendent pourtant dénués. C'est là une prise de conscience capitale pour l'avenir.

- Chapitre 13 : Encourager les lettres, les Beaux-Arts et les talents agréables

"Pendant les crises orageuses d'une révolution on ne pense qu'à l'établissement de la liberté : mais dans le calme qui les suit, l'ardeur patriotique s'éteint [...]."

"[...] combien de vils sycophantes mettent tout leur esprit à servir d'instrument au despotisme, à préconiser la servitude, à sanctifier l'oppression ! Prostitution infâme qui étouffe la liberté sous les fleurs mêmes de l'imagination, du goût et du génie."

- Chapitre 14 : Corrompre le peuple

"Nul gouvernement ne se maintient par sa propre constitution, mais par les vertus civiques qui l'empêchent de dégénérer. Ce ressort détruit, c'en est fait de la patrie : au lieu de concourir au bien général, chacun ne cherche plus que ses avantages personnels, les lois tombent dans le mépris, et les magistrats eux-mêmes sont les premiers à les violer."

"C'est toujours par des routes semées de fleurs que les princes commencent à mener le peuple à la servitude."

"[Les princes] prodiguent [au peuple] les fêtes : mais comme ces fêtes ne peuvent pas toujours durer quand on ne dispose pas des dépouilles du monde entier, ils cherchent à lui ouvrir une source constante de corruption ; ils travaillent à encourager les arts, à faire fleurir le commerce, et à établir l'inégalité des fortunes, qui traîne toujours le luxe à sa suite."

"[...] il est constant que les princes ne négligent rien pour favoriser le luxe, ils l'étalent à l'envie, et ils sont les premiers à jeter dans les cœurs ces semences de corruption."

- Chapitre 15 : Du commerce

"Un vrai marchand est citoyen du monde. Avide de richesses, il parcourt la terre pour en amasser, il s'attache aux pays qui lui offrent le plus de ressources, et sa patrie est toujours celui où il fait le mieux ses affaires."

"Sans cesse occupé de ses gains, il n'a la tête meublée que d'objets de commerce, de spéculations lucratives, de calculs, de moyens d'amasser de l'or, et d'en dépouiller autrui. Étranger à tout le reste, son cœur se ferme aux affections les plus nobles, et l'amour de la liberté s'y éteint avec celui de la patrie."

"En calculant sans cesse ses intérêts avec rigueur, il contracte un caractère d'équité stricte ou plutôt d'avarice, ennemi de toute générosité de sentiments, de toute noblesse de procédés [...] ; qualités sublimes qui tirent leur source du sacrifice que l'Homme fait de ses intérêts personnels au bonheur de ses semblables, à la dignité de son être."

"L'esprit mercantile faisant regarder les richesses comme le souverain bien, la soif de l'or entre dans tous les cœurs ; et lorsque les moyens honnêtes d'en acquérir viennent à manquer, il n'est point de bassesses et de turpitudes dont on ne soit prêt à se couvrir."

"Bientôt la vue des fortunes immenses de tant d'aventuriers inspire le goût des spéculations, [...] et la nation n'est plus composée que d'intrigants cupides, d'entrepreneurs de banques, [...] de faiseurs de projets, d'escrocs [...], toujours occupés à rechercher les moyens de dépouiller les sots, et de bâtir leur fortune particulière sur les ruines de la fortune publique."

"[...] dans les républiques, l'extrême inégalité des fortunes met le peuple entier sous le joug d'une poignée d'individus."

"[...] lorsque la noblesse, [...] les grands emplois, [...] et les magistratures sont vénales : alors la fortune bien plus que la naissance rapproche du trône, [...] élève à toutes les places d'autorité, qui mettent les classes inférieures dans la dépendance des ordres privilégiés [...]."

"[...] le commerce métamorphose les citoyens, opulents et indigents, en instruments d'oppression ou de servitude. Si le commerce corrompt presque tous les agents, il a une influence bien plus étendue sur la société entière, par le luxe qu'il traîne toujours à sa suite."

Ne vous en faites pas, ce n'est pas terminé. Les Chaînes de l'Esclavage a encore nombre de pépites à vous délivrer...

